PÉRIPLE DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE DANS DES ANCIENS FIEFS DU GSPC

L'État veut réoccuper les espaces sociaux ruraux

Poursuivant la bataille militaire, les pouvoirs publics sont-ils finalement décidés à s'engager massivement sur le front économique, social et, nécessairement par extension, politique au niveau des zones rurales viviers des islamistes armés, pour leur porter l'estocade finale ? Suivons le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Rachid Benaïssa, qui, quelques jours après son audition ramadanesque par le président de la République, a fait sa première sortie sur le terrain dans les zones montagneuses de la wilaya de Boumerdès et dans des localités qui étaient considérées, il n'y a pas si longtemps, comme des places fortes du GSPC Al-Qaïda au Maghreb.

«Laissez-nous voir. C'est la première fois qu'un ministre vient chez nous !», diront des gamins ne dépassant douze ans d'âge aux gendarmes qui assuraient l'ordre public à l'arrivée du ministre de l'Agriculture et du développement rural et de l'armada de responsables qui l'accompagnaient dans la localité de Guelfène.

Sur les 9 kilomètres qui séparent ce hameau perché sur le piedmont du massif de Bouberak et le chef-lieu communal de Sidi-Daoud dans la wilaya de Boumerdès, il y a quelques mois seulement, il n'était pas très indiqué de circuler, même en plein jour.

Le GSPC, avant sa soumission, faisait de cette région son fief. Hassan Hattab, qui avait épousé la localité de Sidi-Daoud, avait installé dans les années 1990 son quartier général dans la région de Bouberak, l'émir Zoheir, l'ex-sinistre chef de la zone 2 du GSPC, abattu par les forces de l'ordre, et d'autres redoutables chefs de seriate de l'insurrection islamiste armée ou simples terroristes, pour la plupart éliminés par les services de sécurité, sont également originaires de cette région.

L'autre fait marquant - c'est la conjoncture locale qui rend ce fait extraordinaire - est la présence dans la foule entourant la délégation de deux charmantes jeunes lycéennes, aux cotés de leur maman victime du terrorisme, son mari ayant été assassiné, qui a reçu une aide dans le cadre du PPDRI (programme de proximité de développement rural intégré). C'est précisément dans le cadre de la politique de développement rural – second volet de cette visite ce mercredi à Boumerdès - que M. Benaïssa, le wali, le P/APW de Boumerdès ainsi que les cadres supérieurs du secteur de l'agriculture et les directeurs exécutifs de la wilaya ont effectué cette visite.

Le PPDRI pour vaincre les héritiers de Hassan Hattab

A Guelfène, la délégation a écouté les explications du directeur des forêts, maître d'œuvre du PPDRI, qui a donné des indications sur le programme au niveau de la wilaya. Par ailleurs, le chef de la circonscription forestière de Dellys a fait un exposé à la délégation sur le projet «Guelfène», qui coûtera à l'Etat plus de 41 millions de dinars. Ce projet englobe 300 actions, collectives ou individuelles, et concerne 300 familles.

Selon les estimations des services des forêts, 74 emplois seront créés. Sur les hauteurs de ce petit village, les visiteurs du jour ont admiré la verdoyante plaine du bas Sebaou dans le triangle Baghlia, Benchoud et Sidi-Daoud. Malheureusement, cette couleur printanière cache toujours le reste du venin islamiste.

Les invités de Guelfène ont vu également le développement du vignoble, notamment le raisin «sabene», dont la région de Sidi-Daoud est l'une des pionnières. Le piémont de cette commune s'est transformé en véritable échiquier vert. Des centaines de carrés donnent chaque année un fruit de haute qualité. La délégation a pu le constater.

Des moyens de production aux jeunes ruraux pour éliminer le terreau des islamistes

Sur l'autre versant du massif de Bouberak, dans la commune de Cap-Djinet, au village enclavé dit Haouch-Benouali, ensemble d'habitations précaires dont les premières maisons ont été construites par l'armée française pour regrouper les populations des hameaux de Bouberak empêchant ainsi l'ALN d'avoir du soutien, la délégation a fait escale.

Pour rappel, après l'indépendance, ce village est devenu la forteresse de la pauvreté et de la misère sociale. Pour l'anecdote, lorsque, en 2003, nous avions débarqué, pour la première fois, à l'improviste, quelques jours après le séisme, afin de s'enquérir de la situation dans cette contrée, les jeunes du village étaient déconcertés par notre incursion.

Et pour cause, ils nous avaient juré que leur sort n'inquiéterait aucun responsable y compris le P/APC qui ne venait jamais les voir, même après la terrible catastrophe de mai. Malheureusement, cette marginalisation longtemps refoulée a coûté cher.

Dans les années 1990, le GIA puis le GSPC ont su faire du sentiment de frustration parmi les jeunes, surtout, leur terreau pour s'implanter. D'ailleurs, un nombre indéterminé d'entre eux est, selon nos informations, toujours en errance avec ce qui reste du GSPC de l'est de la wilaya de Boumerdès.

Mercredi dernier, c'est le chef de la circonscription forestière de Bordj-Ménaïel, Benebri Nacer, et ses collègues qui ont accueilli le ministre et la délégation pour leur donner des indications sur le programme ' Haouche-Benouali qui touchera, selon la fiche technique, 912 familles et créera 96 emplois.

L'investissement impliquant plusieurs secteurs coûtera à l'Etat près de 133 millions de dinars. Mais le geste le plus marquant est sans aucun doute la remise symbolique par M. Benaïssa des décisions à deux jeunes fellahs de la localité. Ces décisions concernent l'attribution de trois vaches à chacun. Ces jeunes ont désormais un bien à défendre, une fonction productive, un rang social et un avenir. Il est clair qu'ils ne rejoindront pas de sitôt le maquis parce qu'ils auraient tout à perdre.

Le même Benebri Nacer a accompagné la délégation jusqu'au village Benhamouda, dans la commune de Leghata (daïra de Bordj-Ménaïel). En dépit d'un calme relatif constaté durant le mois du Ramadan à travers la wilaya de Boumerdès, Leghata a défrayé la chronique suite à plusieurs attentats perpétrés, nous dit-on, par des terroristes de la nouvelle génération, contre des gardes communaux et des GLD lorsque ces derniers étaient en situation d'isolement, donc en situation affaiblie.

Sur les lieux, le chef de la circonscription forestière a expliqué le programme de diversification économique pour 815 ménages. Pour la concrétisation de cet objectif, plus de 100 millions de dinars seront investis.

A noter que la visite s'est déroulée dans toutes les localités sans difficultés. Ceci est dû principalement aux résultats positifs obtenus depuis longtemps par les forces de sécurité et au maillage de la région par la combinaison et la présence de toutes les forces de sécurité.

Par ailleurs, les fellahs et artisans ont exposé leurs produits et dialogué avec le ministre. Le ministre, qui a agréé le programme élaboré par le directeur des forêts, savait de quoi il retournait.

Débureaucratiser le programme de développement rural

Durant sont périple, M. Benaïssa, le concepteur du PPDRI, a d'une part constaté un climat réceptif à l'endroit de cette formule de développement et d'autre part pris probablement note de l'insuffisance des sommes allouées. Lui même et son directeur des forêts ne cessaient de répéter que l'argent est disponible. S'agit-il, dès lors, de problèmes bureaucratiques qui ralentissent le flux de financements ? Sûrement.

Nous citerons l'exemple de l'aide à la construction rurale qui est carrément bloquée dans la wilaya de Boumerdès.

En effet, pour débloquer l'aide de 700 000 DA à la construction ou à l'extension d'un logement rural, les services de la wilaya exigent la présentation d'un permis de construire délivré sur la base d'un acte de propriété du terrain de construction.

Or les responsables de l'administration ne sont pas sans ignorer le problème national du foncier privé et ses imbrications au sujet de l'héritage et du partage, de même que la grande partie du territoire national n'est pas cadastrée.

Parler de généralisation de l'acte de propriété dans ces conditions, c'est faire cas de perversité. Or la formule du certificat de possession est rejetée par ces responsables. D'où le blocage de ce programme qui entre dans celui du 1 million de logements promis par Bouteflika.

L'ouverture et la réfection des pistes d'accès demeurent largement en deçà de la demande. C'est le constat de tous. Or sans la route, personne ne peut évoquer une quelconque réussite de cet ambitieux programme. L'ouverture de routes est une action nodale dans les zones enclavées.

La réussite de ce programme contribuera à la lutte contre l'exode rural, à l'augmentation substantielle des revenus des familles et au renforcement de la sécurité alimentaire du pays. Il aura également un aspect écologique et les bénéfices politiques et sécuritaires seront immenses.

A l'exclusion de la question des pertes humaines, qui n'ont aucun prix, on peut se poser demander, en effet, combien coûte l'entretien des services de sécurité charger de la lutte antiterroriste.

Selon le bon sens paysan, sûrement, une bonne politique, transparente, ainsi qu'un peu d'argent du pétrole seraient à l'heure actuelle plus efficaces et moins coûteux humainement et économiquement.

Dans ce climat de ratages monumentaux, le pouvoir en place sera bien inspiré s'il réussissait ce programme. C'est peut-être la meilleure chose qui puisse arriver à notre pays.

Abachi L.

SITUATION SÉCURITAIRE

Al-Qaïda au Maghreb en proie au désarroi

Le recentrage de la lutte antiterroriste à la suite de la série d'embuscades meurtrières qui ont frappé les forces de sécurité tout au long du deuxième trimestre de l'année en cours est en train de s'avérer d'une efficacité incontestable.

Cette reprise en main du contrôle solide de la situation sécuritaire a carrément mis en miettes le cycle des attentats criminels qui se voulaient être des attaques offensives plus ou moins spectaculaires.

En ce mois de Ramadan qui s'achève, Al-Qaïda au Maghreb a non seulement montré qu'elle a été totalement paralysée et incapable de la moindre initiative d'envergure dans le style des mois précédents, mais elle s'est également révélée être dans un désarroi le plus total.

Cette situation est perceptible à travers la nature même des attentats commis ou tentés sans résultat, avortés par l'intervention des forces de sécurité ou même par des citoyens.

Il a, en effet, été observé que par rapport à ses habitudes, l'organisation terroriste en ce mois de Ramadan a été tentée de se tourner vers des attentats individuels ciblés totalement gratuits. Surtout qu'ils ont été dirigés contre de simples anciens gardes communaux qui étaient revenus à la vie civile et ne portant plus d'armes.

Le fait même que ce type d'attentat ait commencé dès le deuxième jour du mois sacré dans la wilaya de Boumerdès, où est survenu à cinq reprises dans la région comprise entre les communes de Leghata et de Si Mustapha où une tentative a été mise en échec, sans que cela puisse se reproduire dans d'autres localités, révèle que cette entreprise est un aveu d'impuissance.

Un signe des plus évidents qui relève de la lâcheté plutôt que de cette «bravoure» dont Al-Qaïda au Maghreb a cherché à se faire prévaloir dans les enregistrements vidéo de certaines de ses actions criminelles présentées et revendiquées comme audacieuses.

Le signe criant d'une organisation qui bat de l'aile tout en laissant des plumes à travers les neutralisations en continu depuis le début de cet été de ses membres qui sont abattus ou arrêtés par les forces de sécurité. Si l'impuissance conduit inéluctablement à l'échec, dans le cas d'Al-Qaïda au Maghreb, elle mène aussi à la lâcheté, à défaut de conduire au suicide dans un attentat du même nom devenu difficilement envisageable du fait de l'étau sécuritaire.

A la lumière de cette situation, qui a caractérisé le mois de ramadan cette année, et même s'il reste toujours à craindre des attentats d'arrière-garde d'une organisation qui tentera de se débattre dans le pressing sécuritaire de fer, le risque à venir et que ses jusqu'au-boutistes croient pouvoir se mettre en veilleuse un certain temps dans la position du loup qui dort et tenter de se redéployer hors frontières, notamment dans le Sahel où les possibilités en matière de recrutement et d'approvisionnement en armes restent encore ouvertes. Il est même à s'interroger si cette option n'est pas déjà mise en œuvre au vu de ces «trafiquants d'armes de plusieurs nationalités» et «à bord de plusieurs véhicules» qui ont été arrêtés mercredi dernier au nord du Mali, à la frontière algérienne, convoyant un stock «destiné à des combattants islamistes».

Au même moment où un réseau stockant des armes en provenance d'un pays voisin a été démantelé dans la wilaya d'El-Oued. Surtout que ces arrestations ont fait suite à une précédente interception d'envergure d'un même convoyage qui a eu lieu la fin août dernier dans la région de Tamanrasset.

Cette même fin août a connu au Tchad la création d'un parti islamiste qui s'est donné pour nom Parti islamiste tchadien, s'honorant d'avoir été créé en plein Ramadan. Et même s'il déclare ne pas «envisager de former une aile militaire», cela ne l'a pas empêché d'affirmer qu'il «prie pour (ses) frères moudjahidine en Algérie», entre autres.

Il se trouve seulement que, selon des sources locales, ce parti revendique des partisans au sein de l'armée et que son chef, Ahmat Ismael Bichara, est connu pour avoir trempé dans une attaque armée l'an dernier dans son pays.

Ainsi, après l'organisation dite des «Talibans du Nigeria» de Mohamed Yussuf dont Al-Qaïda au Maghreb s'est portée solidaire dans un communiqué le mois denier et du parti islamiste sénégalais du Cheikh Abdul Qadir Mamour Fall qui, lui, diffuse déjà sur son site Internet la propagande de cette même organisation terroriste, celle-ci va compter également et désormais sur le soutien de ce parti tchadien.

De ces liens qui se sont tissés et qui se tissent dans le Sahel, Al-Qaïda au Maghreb espère en tirer des bénéfices pour mieux rebondir en Algérie, qui reste l'enjeu principal pour Al-Qaïda mère.

Celle-ci n'acceptera pas facilement de comprendre qu'elle s'est lourdement fourvoyée quand elle a donné son nom à un certain GSPC à un moment où ses jours étaient comptés et pour qui, de nouveau, le compte à rebours semble avoir commencé.

Mohamed Issami